

Gino ne doit pas être livré à la Hongrie

Ce 30 septembre, la Cour de cassation a rejeté le dernier recours de Gino, militant antifasciste vivant à Paris. Sa remise à l'Allemagne est désormais définitive et il peut être arrêté à tout moment.

La Hongrie l'accuse de violences contre des néonazis réunis à Budapest en février 2023 pour la « Journée de l'honneur », hommage aux troupes nazies de 1945. Pour moins de huit jours d'incapacité de travail, il risque jusqu'à 24 ans de prison.

En avril 2025, la justice française avait refusé de le livrer à Budapest, craignant des traitements inhumains. Elle accepte pourtant aujourd'hui de le remettre à l'Allemagne, qui le réclame pour les mêmes faits, où il encourt 10 ans de prison et qui pourrait le livrer ensuite à la Hongrie, comme elle l'a fait pour son coaccusé·e Maja T., condamné·e depuis à huit ans de prison.

Le Parti de Gauche apporte son soutien total à Gino, demande au gouvernement français d'exiger des autorités allemandes l'engagement qu'il ne sera jamais livré à la Hongrie et appelle à amplifier la mobilisation pour sa liberté.

CONTACT

Alexandre Cailleteau — Secrétaire exécutif national

Parti de Gauche

06 62 75 98 58 · alexandre.cailleteau@lepartidegauche.fr